

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 19 juin 2025

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), l'investissement au Mexique aurait représenté 23 % du PIB au T1 2025, en baisse de 1,8 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent.

LE CHIFFRE A RETENIR

23 %

Part de l'investissement
dans le PIB au T1 2025

La baisse de l'investissement s'expliquerait à la fois par un recul de l'investissement privé (-4,4 % en glissement annuel) — qui constitue près de 90 % du total — et une forte contraction de l'investissement public (-24,4 % en glissement annuel). En proportion du PIB, l'investissement privé s'est élevé à 20,8 % tandis que l'investissement public est tombé à 2,3 %.

Cette évolution intervient dans un contexte où le gouvernement fédéral ambitionne, à travers le *Plan México*, de porter l'investissement total à plus de 25 % du PIB d'ici 2026 et à 28 % d'ici 2030. En outre, dans un contexte marqué par l'incertitude, la persistance de la faiblesse de l'investissement — moteur clé de la productivité, de la croissance et de l'emploi formel — pourrait compromettre les efforts engagés pour renforcer le tissu productif national et soutenir une croissance fragilisée par le contexte international.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, a participé au Sommet du G7 qui s'est tenu au Canada du 15 au 17 juin 2025, en tant qu'invitée spéciale aux côtés d'autres pays tels que le Brésil et l'Inde. Au cours de l'événement, la présidente Sheinbaum a mené plusieurs rencontres bilatérales, notamment avec le Premier ministre indien Narendra Modi. Cette discussion a eu pour objectif de renforcer les relations bilatérales, notamment dans les secteurs de la technologie, du commerce, de la santé et de l'innovation industrielle. Une invitation officielle à se rendre en Inde a été formulée. Par ailleurs, une rencontre en personne avec le président américain Donald Trump, initialement prévue, a été remplacée par un échange téléphonique à la suite du départ anticipé de ce dernier du G7. Les deux parties ont décrit cette conversation comme « fructueuse » et ont convenu de collaborer sur des sujets d'intérêt commun. La présidente Sheinbaum a également rencontré le Premier ministre canadien, Mark Carney. Cette entrevue a réaffirmé l'engagement des deux pays à consolider leur coopération économique, environnementale et technologique, en particulier dans la perspective de la révision future du T-MEC. En outre, la présidente mexicaine a profité du Sommet pour plaider en faveur d'un « Sommet mondial pour le bien-être économique », associant les pays du G7, la Communauté des États latino-américains et caraïbéens (CELAC) et d'autres nations émergentes.

Dans son rapport semestriel sur la stabilité financière, la Banque centrale du Mexique (Banxico) affirme que le système financier du pays reste solide et résilient malgré une augmentation des risques par rapport à décembre 2024. Le document souligne tout d'abord un affaiblissement des prévisions de croissance, tant à l'échelle mondiale que nationale. Le *World Economic Outlook* d'avril 2025 du Fonds monétaire international (FMI) prévoit ainsi une croissance mondiale à 2,8 % (contre une prévision de croissance de 3,3 % publiée en janvier 2025) et une contraction du PIB mexicain de 0,3 % (contre 1,5 % selon les prévisions de janvier 2025). Le rapport démontre cependant la capacité du système financier mexicain à résister à une récession potentielle, en dépit de l'accélération de l'inflation et de l'incertitude commerciale. Le système bancaire détient des niveaux élevés de capitalisation et de liquidité, supérieurs aux minimums réglementaires. Les *stress tests* montrent que ces niveaux sont suffisants pour faire face aux scénarios défavorables simulés. Finalement, l'autorité monétaire nuance en pointant une hausse du risque systémique. Les risques macroéconomiques identifiés sont : (i) un affaiblissement marqué de l'activité économique mondiale et nationale, (ii) une plus grande incertitude de l'évolution des conditions financières mondiales, (iii) des ajustements non anticipés des notations de crédit d'émetteurs nationaux et (iv) la matérialisation d'un événement systémique ayant des implications sur le système financier global. D'autres risques sont également soulevés, tels que les risques environnementaux et cybernétiques.

L'industrie manufacturière mexicaine a poursuivi son repli en avril 2024, avec une baisse de la production de 0,1 % sur un mois et de 0,9 % sur un an. Selon les données de l'Enquête Mensuelle de l'Industrie Manufacturière (EMIM), cette contraction s'accompagne d'un recul de l'emploi industriel (-0,4 % g.m. ; -1,6 % g.a.) et d'une diminution des heures travaillées (-0,7 % en g.a.), confirmant la tendance défavorable entamée début 2023. Parmi les 21 sous-secteurs analysés, les plus fortes baisses de production concernent les industries textile (-9,6 %), du cuir (-9,4 %) et chimique (-8,7 %). Le secteur stratégique de l'équipement de transport recule également de 8,7 % sur un an, avec un emploi en baisse de 7,3 %, reflétant une demande toujours hésitante. À l'inverse, seules trois branches ont affiché une hausse de leur production, à l'image de la pétrochimie (+6,5 %) et des boissons et tabacs (+0,2 %). Malgré ce contexte dégradé, les salaires réels moyens ont progressé de 1,5 % g.m. et de 6,3 % g.a., poursuivant leur tendance haussière depuis la fin de la pandémie. Cette évolution pourrait soutenir la consommation des ménages mais exerce aussi une pression accrue sur les marges dans un environnement manufacturier encore instable.

Selon le *Global Wealth Report 2025* publié par UBS, le Mexique comptait 399 000 millionnaires en 2024, consolidant sa position de deuxième pays d'Amérique latine ayant le plus de grande fortune, derrière le Brésil (433 000). Ce chiffre s'inscrit dans une dynamique mondiale d'accroissement des hauts patrimoines, avec plus de 680 000 nouveaux millionnaires enregistrés en un an, principalement aux États-Unis (+1 000 par jour). Selon la banque d'investissement UBS, la richesse privée au Mexique devrait continuer de croître dans les années à venir. Cette progression sera tirée par l'expansion de secteurs clés comme l'industrie manufacturière et les services, ainsi que par d'importants transferts de patrimoine entre générations. Alors même que la richesse globale en Amérique latine a connu un léger repli en 2024, le Mexique a démontré une résilience notable. L'institution financière prévoit que la part des marchés émergents dans la richesse mondiale se maintiendra à 30 %, avec des économies comme le Mexique potentiellement appelées à jouer un rôle croissant dans la future concentration de la richesse à l'échelle planétaire.

Sectoriel

Le Conseil mexicain des entreprises pour le commerce extérieur, l'investissement et la technologie (Comce) propose d'inclure un chapitre sur les minéraux critiques dans le T-MEC, dans le cadre de la révision prévue en 2026. Cette proposition apparaît dans le document « *México ante el nuevo orden del comercio internacional : liderazgo en tiempos de disrupción global* » (trad. le Mexique dans le nouvel ordre du commerce international : un leadership à l'heure des bouleversements mondiaux). Il a été présenté par Sergio Contreras, président exécutif du Comce, et Susana Duque, directrice générale de l'organisme, à un événement qui s'est tenu dans les bureaux de BBVA Mexique. La révision sexennale du T-MEC devrait se conclure d'ici juillet 2026, une opportunité selon le Comce pour inclure de nouvelles dispositions qui répondent aux priorités actuelles de l'Amérique du Nord. Le Mexique fait partie des dix principaux producteurs mondiaux de 16 minéraux, dont l'argent, le cuivre, le zinc, le plomb, l'or et le graphite. Plus de 80 %

des exportations minières mexicaines sont destinées aux Etats-Unis. Malgré cette proportion, ces derniers dépendent de la Chine en ce qui concerne les minéraux critiques. Un chapitre sur les minéraux dans le T-MEC aurait ainsi pour but de créer un cadre réglementaire trilatéral afin de favoriser l'investissement dans l'exploration et la transformation locale, la sécurisation de l'approvisionnement régional, le développement technologique et la transition énergétique en Amérique du Nord.

Heineken va investir 2,75 Mds USD au Mexique d'ici 2028. Cette annonce a été réalisée par le directeur général d'Heineken Mexique, Oriol Bonaclocha lors de la conférence matinale du 11 juin 2025 de la Présidente mexicaine Claudia Sheinbaum. Une partie de cette somme sera dédiée à la construction d'une nouvelle usine dans la commune de Kanasín, dans l'État du Yucatán, qui générera plus de 3 000 emplois directs et indirects. Cette usine sera la huitième de Heineken au Mexique. Elle aura une capacité de production initiale de 4 millions d'hectolitres. Le directeur général a par ailleurs souligné que pour la première fois de son histoire, Heineken a mené une consultation avec des communautés indigènes. Il a également insisté sur le fait que cette nouvelle usine ne signifie pas la fermeture d'autres sites, mêmes ceux situés dans des zones où l'eau se raréfie comme à Meoqui (Chihuahua). Le ministre de l'Economie Marcelo Ebrard a déclaré que cette annonce s'inscrit dans le portefeuille d'investissement du *Plan Mexico*, qui regroupe plus de 200 Mds USD d'engagements. Il a souligné que le gouvernement facilitera la relocalisation d'industries vers les régions du sud-est du pays, là où les ressources hydriques sont plus abondantes.

Les producteurs de vin mexicain dénoncent une politique fiscale pénalisante, qui les empêche de concurrencer les acteurs étrangers. En effet, ils dénoncent une charge fiscale qui les exclut du marché, malgré la qualité comparable des vins mexicains avec ceux en provenance de France, d'Italie, du Portugal et d'Espagne. Victor Manuel Torres, œnologue et pionnier de la production de vin dans la région d'Ensenada en Basse-Californie, explique que 46 % du prix d'une bouteille de vin mexicain correspondrait à des impôts. Selon lui, le poids de la fiscalité empêche le développement d'une véritable industrie viticole mexicaine. Selon lui, une réforme fiscale adaptée est indispensable pour que les vins mexicains puissent rivaliser équitablement sur leur propre territoire, tout en dynamisant l'économie régionale, l'agriculture et la culture viticole nationale. La consommation de vins augmente au Mexique. Elle représente aujourd'hui 1,5 litre par personne par an, contre 16 litres aux Etats-Unis, 61 litres en France et 69 litres au Portugal. Cet essor profite surtout aux producteurs étrangers – l'offre locale étant insuffisante pour répondre à la demande. Selon l'Organisation International de la Vigne et du Vin (OIV), 70 % du vin consommé au Mexique est importé.

Finances publiques

Selon la Chambre mexicaine de l'industrie de la construction (CMIC), la dette de Pemex envers ses fournisseurs affiliés s'élèverait à 157,6 M USD, et atteindrait 367,8 M USD en incluant les créances non encore facturées. Ces retards de paiement, parfois supérieurs à 12 mois, affectent particulièrement les petites et moyennes

entreprises opérant dans le sud-est du pays, où l'activité économique reste fortement dépendante de l'industrie pétrolière. L'Association mexicaine des entreprises de services pétroliers (Amespac) a également signalé un risque de suspension des opérations à partir de juillet en l'absence de règlement. Les créances de Pemex à l'égard de ses fournisseurs atteignaient environ 21,2 Mds USD à fin mars 2025, un niveau en hausse de 260 % par rapport à 2018. Malgré les engagements pris par les précédents gouvernements, les entreprises constatent un manque de progrès. Elles sollicitent une table de négociation avec les autorités fédérales, la reconnaissance des services rendus, un plan de règlement échelonné et des mesures fiscales transitoires pour prévenir les faillites dans un secteur déjà fragilisé.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	19/06/2025
Bourse (IPC)	-1,89%	8,17%	56 676,82 points
Change MXN/USD	0,58%	3,11%	19,02
Change MXN/EUR	-0,23%	10,35%	21,84
Prix du baril mexicain	10,98%	-7,47%	70,23

Amérique centrale

Costa Rica

En avril 2025, la production nationale du Costa Rica a progressé de 3,4 % g.a. selon l'Indice Mensuel d'Activité Économique (IMAE). Ce rythme marque un ralentissement de 0,9 point de pourcentage par rapport à la moyenne des six mois précédents et constitue la plus faible croissance mensuelle depuis août 2024. Cette expansion reste principalement portée par les régimes spéciaux, notamment les zones franches, qui affichent une croissance de 10 % g.a.. En particulier, le secteur manufacturier connaît une forte expansion dans les zones franches (+20,6 %), soutenue par les exportations de dispositifs médicaux, de fer et d'acier, et de produits pharmaceutiques, mais reste plus modeste dans le régime classique (+1,6 %). Les services représentent 95,8 % de la croissance totale, avec une progression marquée de 6,5 % pour les services professionnels et administratifs. En revanche, la construction recule pour le deuxième mois consécutif (-2,7 %), en raison du ralentissement des projets résidentiels privés. Le secteur agricole est également en baisse (-1,6 %), touché par des conditions climatiques défavorables en fin d'année 2024, affectant notamment la production de bananes, de pommes de terre et de tubercules.

Le Costa Rica a enregistré un recul de 5 % des arrivées de touristes étrangers en mai 2025, avec un peu plus de 200 000 visiteurs, poursuivant une tendance baissière amorcée en début d'année. Cette diminution s'inscrit dans une tendance plus large observée depuis janvier, avec un cumul d'environ 1 390 000 touristes, en baisse de 2,7 % par rapport à 2024. Malgré un rebond ponctuel en avril, lié aux vacances de la Semaine sainte, la dynamique reste orientée à la baisse. Les causes de ce ralentissement sont multiples : (i) un sentiment d'insécurité croissant ; (ii) une hausse du coût des voyages due à l'appréciation du colón par rapport au dollar ; (iii) les alertes lancées par l'OCDE sur l'impact de la criminalité sur l'attractivité du pays. En conséquence, les recettes touristiques ont chuté de 3,4 % au T1 2025, impactant directement la croissance du pays. Les professionnels du secteur expriment une vive inquiétude face à des risques de pertes durables dans une filière stratégique pour le pays.

El Salvador

Le Conseil industriel du Salvador, qui rassemble les dirigeants des principaux groupes industriels du pays, a présenté le 12 juin son Plan de développement industriel 2025-2029, une feuille de route ambitieuse visant à impulser la réindustrialisation du pays. L'objectif affiché est de faire du Salvador un pôle industriel régional capable de stimuler l'investissement national, d'attirer des capitaux étrangers, de créer des emplois qualifiés, d'augmenter les exportations et de réduire les inégalités. A horizon 2029, le Plan doit susciter 1 Md USD d'investissement (dont 700 M USD d'investissements étrangers), permettre la création de 200 entreprises aptes à exporter vers les Etats-Unis et l'Amérique

centrale et de 20 000 emplois hautement qualifiés, et accroître de 8 % par an la valeur des exportations du pays.

Guatemala

Après avoir vu sa note relevée de BB à BB+ par Standard & Poor's le 23 mai, le Guatemala vise désormais l'obtention du grade d'investissement d'ici 2027, selon les déclarations du chef économiste de la Banque centrale, Óscar Gramajo Marroquín. Ce dernier a indiqué qu'une stratégie active serait déployée dans les mois à venir pour convaincre Moody's et Fitch Ratings d'aligner leurs évaluations d'ici 2026. Parmi les leviers identifiés figurent une hausse significative du PIB par habitant et un renforcement de l'investissement public, qui ne représente actuellement que 1,6 % du PIB. Selon la Fundación para el Desarrollo de Guatemala (Fundesa), porter ce ratio à 4 % serait essentiel pour améliorer l'infrastructure du pays, soutenir la croissance potentielle et renforcer la crédibilité macroéconomique aux yeux des agences.

Le ministère des Communications, des Infrastructures et du Logement (MICIVI) a annoncé reprise d'ici fin 2025 de 13 projets routiers à l'arrêt, dont plusieurs sont achevés à plus de 70 %, ainsi que le lancement de deux nouveaux chantiers. Cette relance vise à pallier les graves déficiences du réseau routier, dont le coût économique est élevé : selon la Gremial Logística de Guatemala, rattachée à la Chambre de l'industrie, la mauvaise qualité des infrastructures – notamment sur l'axe stratégique entre Puerto Quetzal et Ciudad de Guatemala – entraîne une hausse moyenne de 10 % des prix à la consommation, en raison des surcoûts logistiques supportés par les entreprises.

Honduras

Le Conseil d'administration du FMI a conclu la troisième revue des accords passés avec le Honduras au titre du Mécanisme élargi de crédit et de la Facilité élargie de crédit, ce qui permet de nouveaux décaissements d'environ 160 M USD (portant à 450 M USD sur 830 les fonds reçus par le Honduras dans le cadre du programme approuvé en septembre 2023). Le Conseil d'administration a indiqué que l'ensemble des objectifs de performance quantitatifs avaient été atteints à la fin de décembre 2024, et qu'à fin mai 2025, trois objectifs structurels ont été concrétisés, avec l'adoption d'un dispositif de suivi de l'exécution du budget, la mise en place d'un portail numérique destiné aux investisseurs nationaux et étrangers, et la réalisation d'une étude d'évaluation du système d'allocation des devises aux acteurs économiques.

La Banque centraméricaine d'Intégration économique (BCIE) a approuvé le 11 juin un financement de 165 M USD pour la mise en œuvre de la première phase du Programme de Transmission électrique, « initiative d'envergure nationale qui vise à renforcer l'infrastructure énergétique du pays afin d'améliorer la qualité de l'accès à l'électricité de plus de deux millions de personnes, et de créer de meilleures

conditions pour l'investissement privé national et international ». Ce programme, qui sera mis en œuvre par ENEE (Empresa Nacional de Energía Eléctrica) prévoit la construction de 122 km de lignes de transmission, de deux sous-stations ainsi que l'agrandissement de quatre sous-stations déjà existantes.

Nicaragua

Selon la Banque centrale du Nicaragua, les exportations vers la Chine sont passées de 48 M USD en 2023 à 82 M USD en 2024 suite à l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2024, du Traité de libre-échange entre les deux pays, signé en août 2023 et approuvé en novembre par l'assemblée nationale nicaraguayenne. Ce traité garantit l'accès libre au marché chinois à plus de 70 % des produits exportés par le Nicaragua : sucre, viande de bœuf et abats, crevettes, homards, haricots, arachides, huiles, café, or, textiles destinés à l'habillement... Au cours des quatre premiers mois de 2025, les exportations atteindraient 66 M USD, la Banque centrale prévoyant plus de 100 M USD sur l'année.

Panama

Selon l'Institut national de la statistique (INEC), au T1 2025, le PIB du Panama aurait enregistré une croissance de 5,2 % g.a., contre 1,8 % à la même période en 2024. Cette nette accélération reflète le rebond de plusieurs secteurs clés, en dépit d'un contexte encore marqué par des incertitudes externes. Le secteur des transports a été le principal moteur de la croissance, avec une hausse de 26,2 %, tirée par une augmentation spectaculaire de 43,6 % des revenus de péages du Canal de Panama et une reprise du trafic de conteneurs. Les transports urbains ont également contribué à cette dynamique, avec des progressions de 5,1 % pour MiBus et de 0,6 % pour le métro de Panama. Le commerce a augmenté de 2,9 %, porté par des ventes au détail en hausse de 5,6 % et une croissance de 14,1 % des ventes de voitures neuves. En outre, le secteur financier a connu une progression de 7,1 % grâce aux bonnes performances du Centre Bancaire International et du secteur des assurances. La construction a légèrement progressé de 1,8 % en raison d'investissements dans des projets d'infrastructure comme la ligne 3 du métro et le quatrième pont sur le Canal. Enfin, les exportations de produits agricoles et marins ont aussi connu une forte croissance, notamment les bananes (+50,7 %), le poisson frais (+23,6 %) et les crevettes (+45,7 %).

Le Panama a ratifié l'Accord sur les subventions à la pêche de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) par la loi 470, signée le 29 mai 2025 par le président José Raúl Mulino, dans le but de lutter contre la surpêche et de préserver la biodiversité marine. Négocié depuis la Conférence de Marrakech de 1994, cet accord constitue une avancée historique en instaurant, pour la première fois, des restrictions juridiquement contraignantes aux subventions jugées les plus néfastes à la durabilité des océans. Il proscribit notamment tout soutien public à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, ainsi qu'à l'exploitation d'espèces surexploitées sans plan de reconstitution. Par cette ratification, le Panama renforce son engagement environnemental et sa position internationale en tant que

« leader bleu » selon le ministre de l'Environnement, Juan Carlos Navarro. Le traité interdit les aides publiques favorisant la pêche illégale, non déclarée, non réglementée ou pratiquée sur des espèces surexploitées sans plan de reconstitution. Il prévoit aussi une période de transition de deux ans pour les pays en développement, accompagnée d'une assistance technique et institutionnelle. Un fonds international volontaire a également été mis en place pour améliorer la gestion de la pêche et accroître la transparence des subventions. À ce jour, 101 membres de l'OMC ont ratifié l'accord et il en faut 110 pour son entrée en vigueur - un seuil qui pourrait être atteint très prochainement.

Caraiïbes

Le 10 juin 2025, la Commission européenne a proposé de retirer la Barbade, la Jamaïque et le Panama de sa liste des pays à haut risque en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Cette proposition est désormais soumise à la validation du Conseil et du Parlement européen. Il est pertinent de noter que ces trois pays avaient déjà été retirés de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) au cours des dix-huit derniers mois.

Bahamas

Le gouvernement des Bahamas vise une réduction de 1,9 Md USD de sa dette publique d'ici 2029, avec pour ambition de ramener le ratio dette/PIB à 50% en 2030, selon les projections de la stratégie budgétaire 2025. Cet objectif reposerait sur des excédents budgétaires cumulés de 976 M USD sur la période 2025-2029, malgré un ralentissement anticipé de la croissance, prévue entre 1,8% et 1,5%. Les recettes fiscales, largement adossées à la consommation, devraient progresser de 17% (environ 660 M USD) sur la période. Le rapport prévisionnel indique que la dette publique diminuerait de 11,74 Mds USD en 2024 à 9,86 Mds USD en 2028, franchissant ainsi symboliquement la barre des 10 Mds USD. En conséquence, le ratio dette/PIB devrait converger vers 50,3% en 2029, puis descendre à 45,2% en 2030. Toutefois, il convient de noter qu'à la fin de l'année 2024, les arriérés de paiement du gouvernement vis-à-vis du secteur privé atteignaient environ 269 M USD, représentant 1,7% du PIB. L'opposition dénonce également un manque de clarté au sujet des sources de revenus de l'Etat attendues au cours de cette période et rappelle que la dette a encore progressé de 2,8% entre 2023 et 2024.

Cuba

L'inflation à Cuba atteint son plus bas niveau post-pandémique en mai. Selon l'Office National des Statistiques et de l'Information (ONEI), l'inflation annuelle s'est établie à 16% g.a. pour le mois de mai, marquant une nette amélioration par rapport aux 31% g.a. observés en mai 2024. Cependant, certains secteurs continuent d'afficher des hausses significatives. Les boissons alcoolisées et le tabac

ont connu une augmentation spectaculaire de 120 % sur un an. Viennent ensuite la restauration et l'hôtellerie avec une hausse de 24 %, et les biens et services divers avec une augmentation de 17 %. Bien que les prix aient plus que triplé depuis 2020, la perception de la population pourrait différer des chiffres officiels. En effet, la difficulté d'intégrer les prix pratiqués sur le marché informel dans le calcul officiel de l'inflation signifie que la hausse perçue par la population au quotidien est souvent bien plus élevée que ce que les chiffres officiels suggèrent.

Grenade

Au T1 2025, les recettes issues du programme de citoyenneté par investissement (CBI) de la Grenade se sont établies à 25,5 M USD, en fort recul par rapport aux 60 M USD enregistrés à la même période en 2024, soit une baisse de 34 M USD (-57 %). Toutefois, il convient de noter que ces revenus ont dépassé les prévisions gouvernementales qui s'établissaient à 22 M USD. Depuis janvier 2023, les flux générés par le CBI sont comptabilisés comme recettes non fiscales dans les comptes publics, ce qui a accentué l'impact de cette baisse sur cette catégorie budgétaire. Pour rappel, la citoyenneté par investissement (CBI) est un programme proposé par certains pays (notamment dans les pays de l'Organisation des Etats de la Caraïbe orientale) où l'on peut devenir citoyen en effectuant une contribution financière significative, comme l'investissement dans l'immobilier, les entreprises ou les fonds gouvernementaux.

République Dominicaine

Le Conseil monétaire de la Banque centrale de République dominicaine (BCRD) a récemment autorisé le déblocage d'1,4 Md USD de la réserve légale, dans le but d'assouplir les conditions monétaires et de stimuler l'activité économique. Ce dispositif vise à offrir des facilités de crédit sur 2 ans, à un taux préférentiel de 9 %, accordées aux micros, petites et moyennes entreprises ainsi qu'au financement de secteurs stratégiques tels que le logement, la construction, l'industrie manufacturière, le commerce et les exportations. Ce programme intervient dans un contexte de maintien de la croissance économique dominicaine dans un environnement international incertain. En facilitant l'accès au financement, les autorités entendent soutenir la demande intérieure et renforcer le dynamisme attendu au deuxième trimestre 2025, tout en maintenant l'inflation dans la cible de 4 % ± 1 %. Si cette mesure est globalement bien accueillie, plusieurs économistes en soulignent toutefois le caractère tardif et jugent son impact limité en l'absence de réformes structurelles. Dès lors, l'efficacité de cet outil monétaire dépendra principalement de la capacité des banques à orienter les crédits vers le secteur productif ainsi que du cadre réglementaire et incitatif (quotas, garanties, mécanismes de suivi).

Selon la BCRD, les envois de fonds de la diaspora dominicaine ont atteint 985,5 M USD en mai 2025, en hausse de +11,1 % g.a. Sur la période de janvier à mai 2025, les flux cumulés s'élèvent à 4,9 Mds USD (+11,9 % g.a.), confirmant leur rôle stratégique dans le soutien à l'économie nationale. La BCRD attribue cette

dynamique à la bonne tenue du marché du travail étasunien, principal pays d'origine des transferts (83 % des flux, soit 759, 2 M USD en mai 2025) ainsi que la stabilité du taux de change avec une appréciation du peso dominicain face au dollar de 3,4 % depuis fin 2024. Ces flux ont permis de soutenir la consommation domestique, à maintenir un niveau adéquat des réserves internationales et à améliorer la balance des paiements. Leur progression constitue un levier important de résilience sociale dans un contexte de ralentissement de la croissance. Toutefois, la dépendance structurelle à ces transferts expose le pays à des vulnérabilités externes, notamment en cas de durcissement fiscal aux États-Unis, tel qu'envisagé par l'administration Trump.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Saint-Vincent-et-les-Grenadines a enregistré au T1 2025 la plus forte croissance des arrivées touristiques en provenance des États-Unis parmi les destinations caribéennes, avec une hausse de 74,8 % par rapport à la même période en 2024, selon le ministère du Tourisme. Cette performance s'inscrit dans le prolongement d'une année 2024 record, marquée par une progression de 25,6 % des séjours touristiques ("stay over") par rapport à 2023 et de 39 % par rapport à 2019, pour un total de plus de 100 000 visiteurs pour la première fois. L'implantation du complexe *all inclusive Sandals St Vincent and the Grenadines* a été d'une importance majeure puisqu'il a stimulé l'arrivée de vols directs, notamment depuis New York, et a renforcé le trafic aérien au T4 2024. Parallèlement, le secteur de la plaisance et des croisières a connu un net essor, tandis que l'offre hôtelière s'est étoffée avec l'inauguration de plusieurs établissements, dont *Holiday Inn Express & Suites, La Vue Hotel*, ainsi que de nouvelles suites locales. Le gouvernement prévoit de capitaliser sur cette dynamique en 2025, notamment avec le lancement d'un hôtel *Marriott* de 250 chambres.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

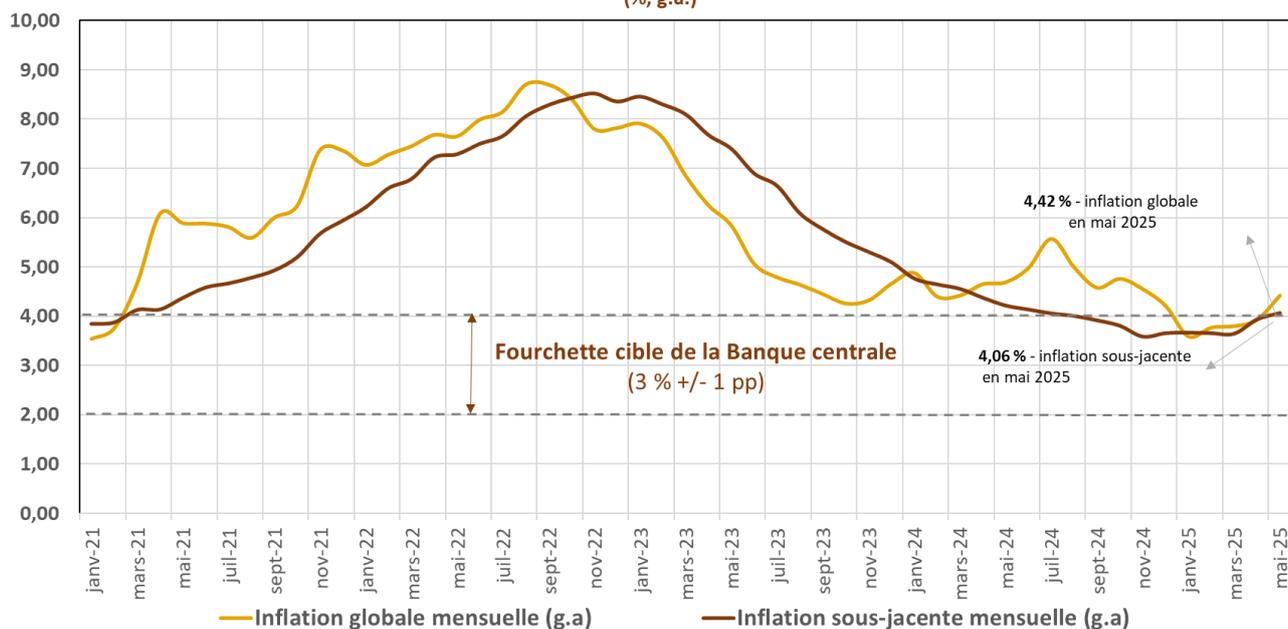
Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,5%	-0,3%	1,4%	60,7%	3,5%	8,50%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	4,00%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

- Annexe Graphique Mexique -

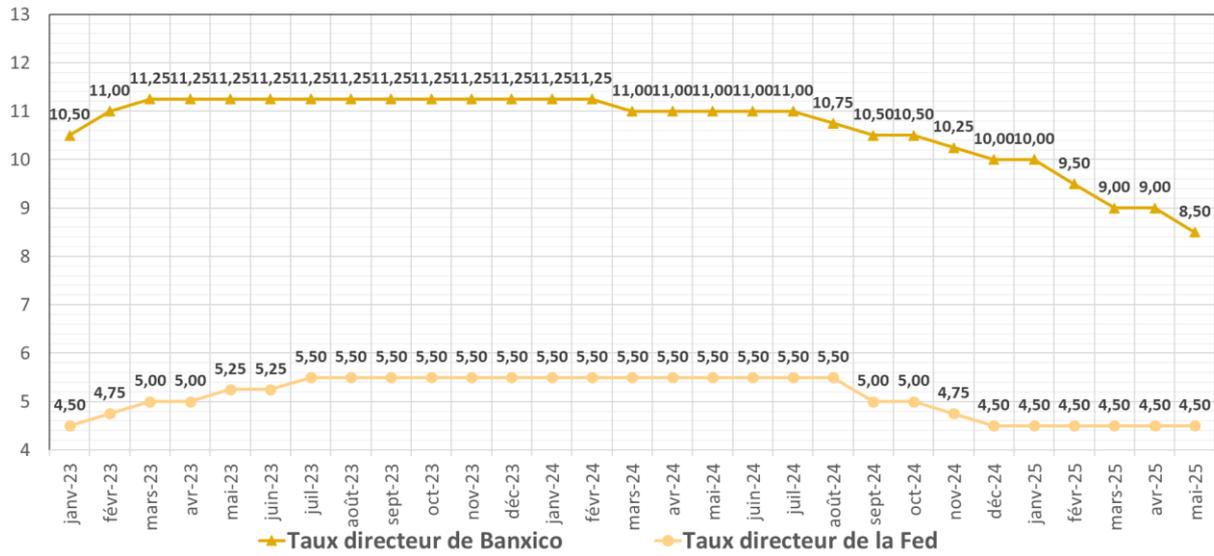
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



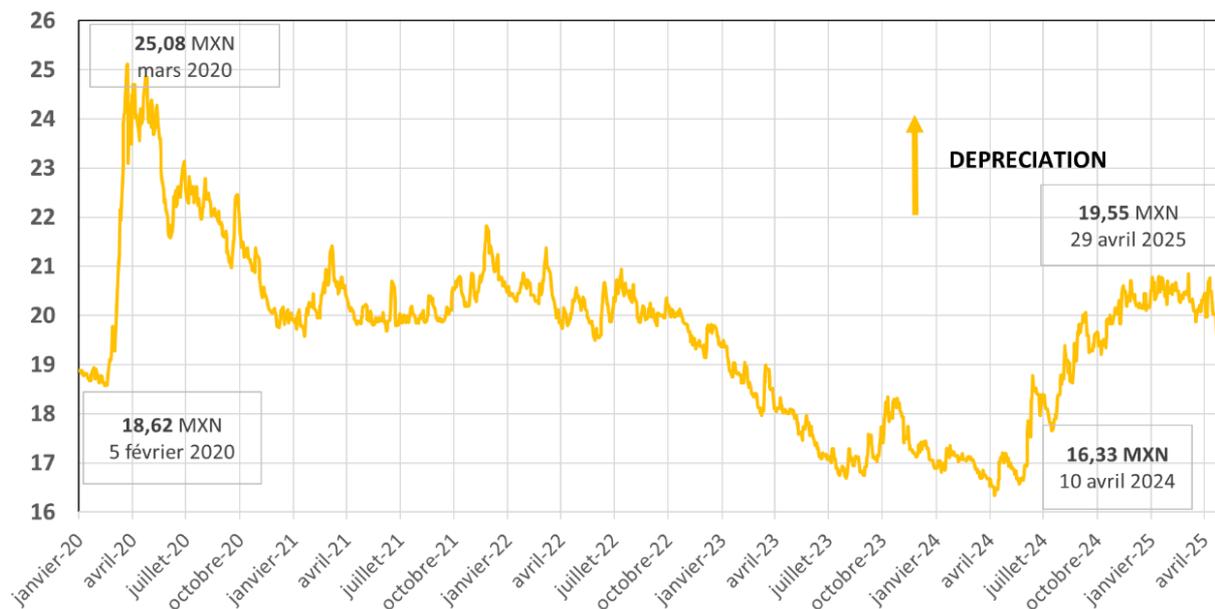
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pbb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

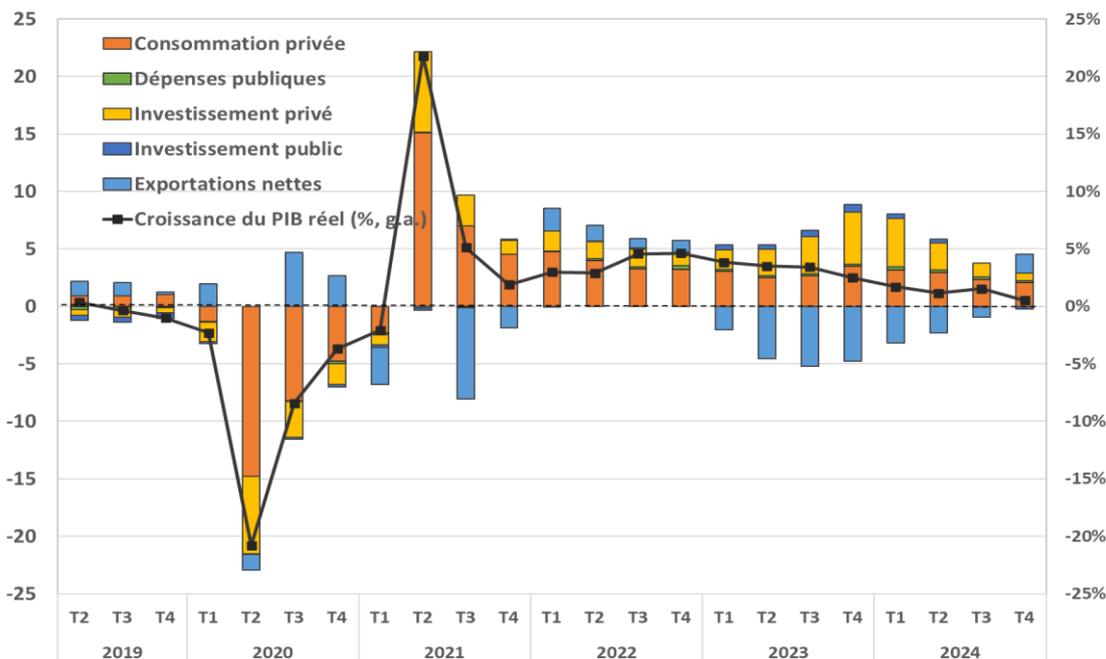
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

PIB REEL ET SES COMPOSANTS

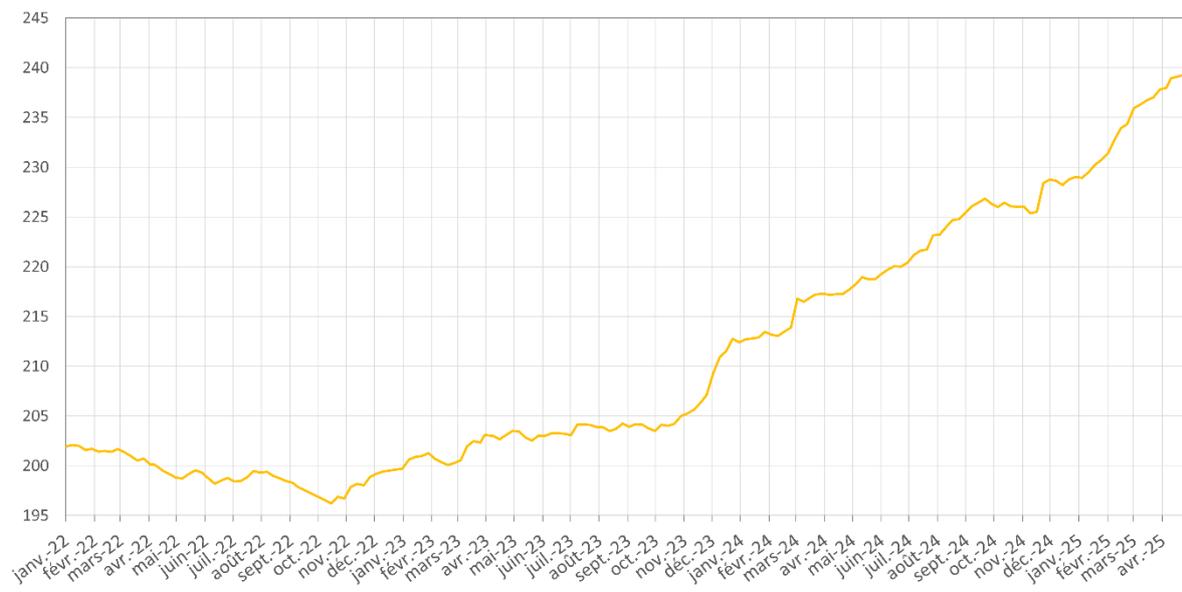
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr